



L'actualité professionnelle du secteur de l'environnement

## La gestion souple du trait de côte comme réponse aux changements climatiques

Plutôt que résister, l'adaptation apparaît comme la meilleure solution pour faire face aux effets des changements climatiques sur le littoral. Illustration dans le Marais de Brouage où le Conservatoire du littoral a lancé une expérimentation.



© L. Radisson



Document réservé à l'usage exclusif de l'abonné AF000702

Radisson Laurent -

Actu-Environnement adhère au Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC).

"Il existe trois possibilités : résister avec un coût qui peut être exorbitant, subir ou s'adapter", explique Adrien Privat, chargé de mission interface Terre/mer au Conservatoire du littoral. C'est cette dernière approche, consistant à privilégier une gestion souple du trait de côte sous l'effet du changement climatique, qui a les faveurs de l'établissement public qui assure la protection de près de 200.000 hectares en France.

Ce dernier a lancé en 2015 le projet Adapto qui explore cette approche sur dix sites pilotes représentant cinq types de milieux différents en métropole et en Guyane.

Parmi ceux-ci le Marais de Moëze, situé sur la frange littorale du Marais de Brouage (Charente-Maritimes). Un site emblématique des questions auxquelles sont confrontés les sites littoraux du fait de la richesse de leur patrimoine et de la multitude des acteurs qui y interviennent. Le Marais de Brouage dispose d'un fort patrimoine historique et humain, lié aux différentes activités qui s'y sont succédées : saliculture, élevage extensif à partir du XIX<sup>e</sup>, ostréiculture... Puis, dans les années

70, mise en culture intensive de céréales sous l'impulsion de la politique agricole commune (PAC), qui a mis à mal les milieux naturels. Des milieux d'une grande richesse, avec un site d'importance majeure pour l'hivernage et le refuge d'un grand nombre d'oiseaux, reconnue par la création en 1985 de la réserve naturelle nationale de Moëze-Oléron et par un classement Natura 2000 en 2009.

Ce patrimoine est menacé par les changements climatiques, des brèches dans la digue côtière ayant été ouvertes par les tempêtes successives, Martin en 1999, Xynthia en 2010, puis au gré de l'érosion côtière. Depuis le printemps 2018, il n'existe plus de matériaux disponibles sur le site pour procéder à une remise en état.

### **Un fin travail de concertation**

Du fait de cette histoire et des différentes activités qui y sont pratiquées (élevage, ostréiculture, cultures de céréales, chasse, pêche, tourisme), le Conservatoire est tenu de mener un fin travail de concertation avec la multitude d'acteurs intervenant sur cet espace : communautés de communes, association syndicale de propriétaires, agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, chasseurs, ostréiculteurs, associations de protection de la nature. Sans oublier les nombreux partenaires ou financeurs susceptibles d'intervenir à un titre ou à un autre : Union européenne, services de l'Etat, conseil régional, conseil départemental, agence de l'eau, Agence française pour la biodiversité, BRGM, Conservatoire d'espaces naturels, etc.

Le Conservatoire du littoral étudie plusieurs scénarios de gestion du trait de côte associant l'ensemble des partenaires selon une approche pluridisciplinaire : paysages, gestion des risques naturels, biodiversité, économie des territoires, sociologie... Un diagnostic paysager a été réalisé en 2016 et un diagnostic agricole en 2017. "La démarche du Conservatoire est bien perçue, explique Jean-Michel Laloue de la

### **Un projet financé par l'Europe**

Le projet Adapto bénéficie d'un financement de l'Union européenne à hauteur de 60 % de son budget, qui s'élève à 5,26 M€. Life Adapto couvre la période 2017-2021. Plusieurs études, portant sur la biodiversité, l'ostréiculture, l'économie et les paysages sont programmées sur 2019 et 2020.

délégation Centre-Atlantique du Conservatoire, car le secteur n'est pas encore couvert par un programme d'actions de prévention des inondations (Papi)". Le lancement de cet outil, destiné à promouvoir une gestion intégrée du risque d'inondation, n'a été décidé qu'en décembre 2018 et ne sera pas finalisé avant trois ou quatre ans.

### "Ca coûtera de plus en plus cher"

"La première préoccupation des agriculteurs était de refaire la digue dans une volonté de maîtrise de la nature", explique Paloma Mouillon du Conservatoire du littoral. Le BRGM a mené une étude entre 2018 et 2019 modélisant les différents scénarios de gestion du trait de côte et chiffrant les travaux nécessaires entre 10 et 20 M€. Ces travaux ont été présentés aux agriculteurs en février dernier. "On est OK à court terme pour reboucher la brèche mais on explique que ça coûtera de plus en plus cher et que ça ne sera pas forcément utile", détaille Jean-Michel Laloue du Conservatoire. Les Papi sont en effet dans une logique coût/bénéfice traditionnelle alors qu'Adapto est dans une logique différente intégrant des ressources alternatives comme les services écosystémiques rendus par la zone humide ou le tourisme, ajoute le chargé de mission.

"La vraie question, c'est le niveau des océans qui augmente alors que l'on est dans une cuvette. Il faut l'accepter et réfléchir pour savoir comment continuer à vivre sur le littoral", explique Nathalie Bourret de la Réserve naturelle de Moëze-Oleron, gérée par la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO). "Au fil des siècles, l'Homme a développé de nombreuses activités sur la côte, qu'il a cherché à valoriser et à sécuriser en maîtrisant les évolutions naturelles du littoral, abonde le Conservatoire. Aujourd'hui, la logique s'inverse : avec les changements climatiques et l'élévation progressive du niveau de la mer, le littoral ne peut plus reposer uniquement sur une défense rigide du trait de côte. De l'espace doit être rendu aux phénomènes naturels, en utilisant les milieux comme de véritables zones-tampons face aux aléas".

Fort heureusement, la prise de conscience s'accélère au fur et à mesure que la menace se précise. "Les élus locaux ont pris conscience de l'existence et de la nécessité de sauvegarder le marais et je suis surpris par la vitesse à laquelle les mentalités évoluent", témoigne Jean-Marie Gilardeau, grand connaisseur de l'histoire du marais, spécialiste du droit rural et lui-même élu local.

Article publié le 24 juin 2019



**Laurent Radisson** , journaliste  
Rédacteur en Chef délégué aux marchés HSE

### Vidéo sur le même thème



[Protection du littoral : quand la nature reprend ses droits Le Conservatoire du littoral acquiert en moyenne 3.000 hectares par an pour restaurer et préserver des sites naturels d'intérêt écologique. Illustration sur un site en Camargue après des années d'activité intensive dédiées à la production de sel. - 20/03/2019](#)

---

Actu-Environnement

© 2003 - 2019 COGITERRA - ISSN N°2107-6677

Actu-Environnement adhère au Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC).